

L'accueil : une pratique en mouvance

André Jacob

Volume 10, Number 1, Spring 1997

10^e anniversaire

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/301384ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/301384ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Presses de l'Université du Québec

ISSN

0843-4468 (print)

1703-9312 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Jacob, A. (1997). L'accueil : une pratique en mouvance. *Nouvelles pratiques sociales*, 10(1), 47–51. <https://doi.org/10.7202/301384ar>

❖ L'accueil : une pratique en mouvance¹

André JACOB
Département de travail social
Université du Québec à Montréal

L'accueil des immigrants et des réfugiés est forcément influencé par la conjoncture sociale politique dans laquelle il s'inscrit. En ce sens, l'accueil n'est pas qu'une attitude propre à des individus mais aussi une pratique sociale collective, même si on l'a trop peu souvent envisagé sous cet angle. L'accueil est à la fois un objectif social et collectif à atteindre et une stratégie de soutien concret aux individus.

Malgré une immigration massive dans les années 1950, l'accueil relevait d'abord à l'époque de la responsabilité privée (Églises, syndicats, conseils des œuvres, entreprises privées, etc.). C'est surtout dans les années 1960 que la perception du phénomène de l'immigration allait évoluer rapidement, tant au Canada qu'au Québec. Au fédéral, le gouvernement lance la politique du multiculturalisme où la société canadienne se définit comme une mosaïque culturelle. Du côté québécois, on assiste à une montée du nationalisme, à la recherche d'une identité nationale distincte pour cet îlot francophone d'Amérique. Dans les deux cas, cette « reconceptualisation » de l'immigration va marquer profondément le rapport à l'autre.

1. Ce texte a été publié dans *Vivre ensemble*, Bulletin de liaison en pastorale interculturelle, Centre Justice et Foi, hiver-printemps 1997.

LES PRATIQUES D'ACCUEIL

L'immigration étant un phénomène continu, les efforts pour en saisir le sens et l'impact mais surtout pour agir concrètement devraient être constants. Si les gouvernements se préoccupent des mécanismes nécessaires pour favoriser l'établissement, l'accueil, lui, se vit dans le quotidien de tous les jours. L'accueil comme pratique sociale fait donc étroitement partie du processus d'adaptation et d'intégration de l'immigrant à la société.

L'évolution politique mentionnée plus haut va donc rapidement influencer les pratiques d'accueil. D'un côté, fortes des orientations données par la politique du multiculturalisme du gouvernement fédéral et par l'affirmation culturelle du gouvernement québécois, deux politiques qui prônaient l'affirmation des identités ethniques et culturelles, les organisations mises sur pied sur une base monoethnique se multiplièrent rapidement (l'Association des Chiliens, l'Association des Vietnamiens, etc.). Par contre, dans les années 1970, de même qu'au début des années 1980, un certain nombre d'organisations naquirent, préoccupées autant de promotion et de défense des droits que d'affirmation culturelle et de distribution de services, soit sur une base monoethnique (Association des travailleurs grecs, Fédération italienne des travailleurs immigrants et de leur famille, Mouvement démocratique portugais, Association des Ukrainiens, Maison d'Haïti, Bureau de la communauté chrétienne des Haïtiens de Montréal, etc.) ou sur une base pluriethnique (Union des travailleurs immigrants, Association des travailleurs immigrants, Centre des femmes immigrantes, Association du personnel domestique, Au bas de l'échelle, Association multiethnique pour l'intégration des personnes handicapées du Québec, Table de concertation des organismes de Montréal pour les réfugiés, Alliance des communautés culturelles pour l'accessibilité aux services sociaux de la santé, etc.).

Ce mouvement d'affirmation de l'identité immigrante créait une sorte de pression constante sur diverses organisations civiles. Plusieurs grandes centrales syndicales, de même que des syndicats locaux prirent le virage de l'intégration, se mirent à analyser le phénomène dans des colloques et des recherches et adoptèrent des mesures, dont la création de comités immigration, pour faciliter la participation des travailleurs de diverses origines à la vie syndicale. De même, de nombreuses organisations sans but lucratif engagées dans la promotion des droits ou la distribution de services sociaux (santé mentale, toxicomanies, aînés, jeunes femmes victimes de violence, etc.) ont aussi cherché à modifier et à adapter leur intervention et leurs services en tenant compte des exigences nouvelles d'une société devenue cosmopolite.

On doit souligner aussi le rôle déterminant des Églises chrétiennes dans leurs efforts pour amener leurs croyants à s'impliquer dans l'accueil et le soutien des immigrants et des réfugiés. Depuis une vingtaine d'années, on ne compte plus les initiatives en ce sens. De même, d'autres secteurs comme le monde artistique et le monde des affaires, surtout depuis que les gouvernements favorisent l'arrivée d'immigrants investisseurs, ont commencé à faire une place grandissante aux nouveaux arrivants. Cette participation active, dans leurs milieux respectifs, d'artistes fort divers, de même que d'entrepreneurs et de travailleurs venus de partout, illustre bien les progrès accomplis depuis quelques décennies. Ce qui ne signifie pas, pour autant, que tout aille pour le mieux, comme le montre bien le phénomène de l'exploitation de la main-d'œuvre immigrante, souvent corvéable à merci et prête à accepter tous les types d'emploi.

Ces pratiques d'accueil, de même que les exigences et les pressions de la réalité plurielle de notre société, ont peu à peu provoqué des changements dans toutes sortes de domaines de notre vie collective. Les médias de communication, par exemple, comptent de plus en plus de journalistes de diverses origines et commencent à offrir des contenus qui reflètent la diversité culturelle. De même, le rapport aux institutions étant fondamental pour l'intégration des nouveaux arrivants, plusieurs d'entre elles, comme les municipalités, les services policiers des grands centres, les universités et les hôpitaux, se sont dotées de politiques de gestion de la diversité et de programmes de sensibilisation et de formation de leur personnel aux exigences du travail dans une société cosmopolite.

Enfin, il faut souligner le fait que de plus en plus de citoyens et de citoyennes « accueillent » directement, à travers des rapports interpersonnels, des immigrants ou des réfugiés avec qui ils sont jumelés par l'intermédiaire de divers organismes communautaires (comme l'Hirondelle, par exemple) qui coordonnent de tels programmes. Ainsi, dans plusieurs villes et villages, on voit des regroupements d'individus et de familles s'organiser pour accueillir des familles ou des individus dans leur communauté. En somme, la liste des initiatives est longue et elle parle d'elle-même.

Divers autres programmes visent également, à des degrés divers, à faciliter l'accueil et l'intégration : les programmes d'apprentissage linguistique bien sûr, mais aussi les programmes de régionalisation (implantation des immigrants dans les régions), les programmes d'échanges culturels, les programmes de coopération internationale, etc. Ainsi, au moment d'écrire ces lignes, un programme d'accueil de réfugiés bosniaques par des familles rimouskoises est en voie d'implantation, un autre à Joliette pour accueillir des familles chiliennes, etc.

UN BILAN POSITIF

En terminant, j'ai la conviction que la compréhension du phénomène de l'immigration a changé profondément et d'une façon positive, au cours des dernières années, et c'est sans doute là un levier significatif pour favoriser l'accueil. À mon humble avis, le climat général, les attitudes des gens et les pratiques ont évolué en profondeur. Contrairement à ce que serinent sur tous les tons les alarmistes qui crient haut et fort que l'affirmation nationale du Québec est un blocage majeur à l'accueil et à l'intégration, je réaffirme que les changements me semblent plutôt positifs. Paradoxalement, le nationalisme québécois contemporain, malgré quelques dérapages, rappelle à tous les citoyens et à toutes les citoyennes l'importance de l'affirmation identitaire, peu importe l'origine ou la culture. Tous les Québécois et toutes les Québécoises, au sens de tous les individus qui habitent le territoire québécois, sont appelés à s'affirmer et à négocier leur participation à un projet de société, dans le respect des droits de chacun et des particularités identitaires.

En ce sens, l'adoption de la Loi 101, pierre d'assise d'un projet de société québécois, a certainement marqué un point tournant au niveau de l'accueil : en rendant l'apprentissage du français obligatoire pour la plupart des immigrants et des réfugiés, elle plaçait la capacité de participer activement à la vie sociale, économique, culturelle et politique au cœur de l'accueil. L'apprentissage de la langue d'usage dans une société est partout une clé essentielle dans le processus d'accueil et d'intégration. Peu à peu, depuis une vingtaine d'années, divers ministères ont adopté d'autres politiques de soutien à l'accueil, mises en œuvre soit par des organismes communautaires ou sans but lucratif, soit par des services publics. Des programmes de subventions équivalant à des millions de dollars ont permis la mise en place de tout un réseau d'organismes, qui visent d'une façon plus ou moins directe à faciliter l'accueil, l'adaptation et la participation à la société.

Bien sûr, tout n'est pas parfait et il reste encore beaucoup à faire. Il se trouve encore des gens qui adoptent des positions racistes et prétendent que ces milliers de nouveaux citoyens « viennent voler nos emplois », ou pour voir l'accueil comme un « problème » strictement culturel où les différences sont souvent insurmontables. Mais il me semble qu'un courant de fond parallèle et dominant existe, qui perçoit davantage l'arrivée des immigrants ou des réfugiés comme une force nouvelle et comme une richesse culturelle, économique, politique et sociale.

Bibliographie

- BISSOONDATH, Neil (1995). *Le marché aux illusions: la méprise du multiculturalisme*, Montréal, Boréal-Liber.
- KITANO, Harry H.L. (1997). *Race Relations*, Upper Saddle River, N.J., Prentice-Hall.
- LARBO, Claude (1996). *Lettre fraternelle, raisonnée et urgente à mes concitoyens immigrants*, Outremont, Lanctôt éditeur.
- NICONE, Marco (1995). « Un rempart contre le déferlement de la droite canadienne. Les allophones, un poids politique sans précédent », *Le Devoir*, 19 octobre.
- STACK, J.F. (1986). « Ethnic Mobilization in World Politics: The Primordial Perspective », dans STACK, J.F. Jr. (dir.), *The Primordial Challenge*, New York, Greenwood Press, 1-9.